

L'échec des intellectuels européens ?

Jan-Werner Müller

2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1053989ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1053989ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Müller, J.-W. (2013). L'échec des intellectuels européens ? *Sens public*.
<https://doi.org/10.7202/1053989ar>

Article abstract

Intellectuals have been accused of failing to restore a European confidence undermined by crisis. Yet calls for legitimating European narratives – combined with nostalgia for a golden age of Europeanism – remain faithful to the logic of nineteenth-century nation building, argues Jan-Werner Müller. What, then, should Europe's intellectuals be doing?

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2013



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



Revue internationale
International Web Journal
www.sens-public.org

L'échec des intellectuels européens ?

JAN-WERNER MÜLLER

Résumé : On a blâmé les intellectuels de ne pas être parvenus à rétablir une confiance européenne minée par la crise. Pourtant, les appels pour légitimer les récits européens – combinés avec la nostalgie d'un âge d'or de l'euro-péisme – restent fidèles à la logique de la construction de la nation du dix-neuvième siècle, affirme Jan-Werner Müller. Que doivent donc faire les intellectuels européens ?

Abstract : Intellectuals have been accused of failing to restore a European confidence undermined by crisis. Yet calls for legitimating European narratives – combined with nostalgia for a golden age of Europeanism – remain faithful to the logic of nineteenth-century nation building, argues Jan-Werner Müller. What, then, *should* Europe's intellectuals be doing?

L'échec des intellectuels européens ?

Jan-Werner Müller

Vers la fin de l'année dernière, alors que la crise de la Zone Euro atteignait (encore une fois) des sommets, plusieurs journalistes officiant dans la presse de qualité allemande alertèrent leurs lecteurs à propos d'un aspect de la crise qui n'avait jusque là reçu qu'une attention superficielle : la crise de l'euro illustre non seulement l'échec des banquiers centraux européens, ou des bureaucrates grecs, ou des Italiens qui ne payent pas leurs impôts, ou d'Angela Merkel (selon le point de vue de chacun) — mais elle mettait également à jour un vaste échec de la part des intellectuels. Pourquoi ne défendaient-ils pas les grandes réussites de l'intégration européenne ? Pourquoi ne mettaient-ils pas en avant d'alléchantes visions du futur pour notre continent au lieu de brader tout un héritage de confiance et de compréhension mutuelles entre Européens, un héritage alimenté depuis plusieurs décennies ? Allaient-ils traverser assoupis une crise qui pourrait bien annoncer le retour des nationalismes dans toute leur laideur ? Voire même déboucher sur un conflit militaire, contre quoi des hommes d'État plus âgés, tel Helmut Kohl, n'ont de cesse de nous mettre en garde ?

L'idée qu'il existe un « échec » ou même une « trahison » caractéristique des intellectuels date du 20^e siècle. On le considère comme un « âge des idéologies » : les idées n'importaient pas seulement de façon vague et générale, elles pouvaient avoir une traduction immédiate en termes de politique et se transformer en forces létales. Rappelez-vous simplement de la fameuse phrase de Czeslaw Milosz qui faisait remarquer que dans l'Europe de la moitié du 20^e siècle, « les habitants de nombreux pays européens se rendaient compte, généralement avec déplaisir, que leur destin pouvait être influencé de façon directe par d'obscurs et minutieux ouvrages philosophiques. » Les intellectuels agissaient sur la scène mondiale et historique, prenant une part active au drame sanglant qu'était la bataille entre la démocratie libérale, le fascisme et le communisme soviétique.

Étant donné le rôle qui était le leur, qu'est-ce qui constituait leur « échec » ? Ne pas réciter correctement le texte assigné à chacun par son idéologie ? En 1927, l'essayiste et *moraliste* français Julien Benda accusa ses confrères écrivains et philosophes de trahir leur vocation en se faisant les avocats de positions nationalistes : le devoir d'intellectuels dignes de ce nom était de dire la vérité (universelle et intemporelle) aux autorités, affirmait-il, au lieu de s'occuper de faire progresser l'intérêt national. Mais des intellectuels qui défendaient des idéaux universalistes et communistes furent également accusés de trahison, principalement parce qu'ils avaient avalé les

mensonges de Staline et fermé les yeux face aux raccourcis de plus en plus évidents de l'Union Soviétique.

Aujourd'hui, tout ce discours de l'échec peut nous paraître étrange : les intellectuels ne sont pas des écoliers susceptibles d'être recalés aux examens par d'autres intellectuels qui compteraient les points ; ils ne sont pas non plus tenus à des codes de bonne conduite comme dans les autres professions. Mais cela ne signifie pas que, dans les circonstances assez différentes qui sont celles de l'Europe du 21^e siècle, les intellectuels ne peuvent pas être fondamentalement dans l'erreur si on les évalue à l'aune de toute une série de valeurs démocratiques : ils pourraient eux-mêmes devenir des nationalistes enragés ou approuver implicitement la montée du nationalisme en ne s'exprimant pas contre elle. Ils pourraient également échouer en se contentant de négliger l'injustice profonde de ce qui est actuellement fait au nom de l'austérité et de la rigueur fiscale.

Il suffit de penser aux exemples évidents : la Grèce et l'Allemagne ; alors que les discussions sont restées civilisées entre les deux pays aux plus hauts échelons politiques, leurs sociétés civiles respectives tendent, elles, à être de moins en moins civiles. Sur la place Syntagma, des manifestants portent des pancartes où le nouveau régime imposé par l'UE est assimilé à Dachau (avec pour point culminant le slogan *Memorandum macht frei*) ; désormais il y a même un parti qui, par tous ses aspects sauf son nom, est le parti antiallemand (le parti des « Grecs Indépendants », *Anexartitoi Ellines*, qui promet de résister au « Quatrième Reich » et fait allusion aussi souvent que possible à l'occupation allemande dans les années 1940). D'autre part, en Allemagne, même si (pour des raisons évidentes...) on ne trouve ni rhétorique ni symbolisme comparables quant à une assimilation entre passé et présent, on entend quand même un chœur de grognements contre la paresse des « Latins », encouragé par une presse tabloïd profondément irresponsable.

Toutefois, ceux qui réclament à grands cris une présence plus forte des intellectuels européens veulent habituellement davantage que des voix raisonnables qui essaieraient de limiter le nationalisme : ils ne demandent rien de moins que des visions et de grands récits. Après tout, ils n'ont pas manqué tout au long de l'histoire européenne : au cours de la période allant de 1306 à 1945, les historiens ont répertorié au moins 182 grands projets pour réaliser l'unité européenne (des figures comme l'Abbé de Saint-Pierre et, évidemment, Coudenhove-Kalergi s'y distinguent). Mais, bien qu'il y ait eu pendant l'après-guerre de nombreux congrès d'un haut niveau culturel consacrés à l'unité européenne ou à une supposée « crise de la civilisation européenne » (certaines comprenant d'ailleurs Julien Benda parmi leurs participants), il semble difficile d'affirmer que les années 1950 ou 1960 aient été un âge d'or pour les débats intellectuels à propos – et encore moins en faveur – de l'Europe.

On peut trouver des exceptions, en particulier ces idéalistes sortis des différents mouvements de résistance qui ont prôné une Europe fédérale et démocratique — par exemple, Walter Dirks et Altiero Spinelli. Mais l'engagement intellectuel avait de nombreux autres objets — la Guerre Froide et la décolonisation principalement — qui étaient clairement prioritaires par rapport à une Europe qui, dans tous les cas, ne semblait plus qu'un simple jouet entre les mains des superpuissances. En réalité, le sentiment dominant était que les intellectuels ne pourraient se prononcer pour l'intégration européenne en tant que telle, que lorsqu'ils seraient parvenus à adopter une position claire sur ces sujets aux enjeux moraux plus importants et quand l'Europe elle-même ne serait plus teintée de colonialisme ou de capitalisme, entre autres. Le sociologue français Edgar Morin, par exemple, était l'un des nombreux intellectuels de gauche à affirmer que le terme même d'Europe demeurerait contaminé par les maux du colonialisme. Ce n'est qu'après la décolonisation des années 1960 que la gauche a pu commencer à soutenir l'idée d'une unité européenne.

Cela n'enlève rien à la solidité de l'argument : l'intégration européenne a avancé sans rien qui ressemble à une grande vision intellectuelle. En fait, comme tout manuel décent sur l'UE le démontrera, l'idée générale était l'intégration pas à pas, ou, pour le dire moins poliment, l'intégration sur la pointe des pieds. Si les fondateurs — Jean Monnet, surtout — avaient pu avoir des buts moraux élevés, le projet en lui-même a avancé d'après des impératifs technocratiques, parce que le nombre d'Européens qui voyaient l'intérêt moral de la construction d'une communauté politique à l'échelle européenne n'augmentait pas.

Bien sûr, aux yeux de nombreux observateurs actuels, c'était précisément le problème. La phrase apocryphe de Monnet — selon laquelle, il aurait vraiment dû commencer par la culture — est continuellement citée par ceux qui considèrent que le principal défaut de l'Union est son peu de sens et de capacité à inspirer la loyauté ou même seulement « l'enthousiasme ». Selon cette logique, les intellectuels devraient s'emparer d'un projet qui a été mis en place sans eux — mais qui a désormais désespérément besoin d'eux pour produire un discours qui rende possibles ses progrès futurs (et, dans l'idéal, un récit fondateur qui justifie son passé, son présent et son futur en même temps).

Cependant, ça n'est là qu'une autre façon de dire que les intellectuels devraient s'engager pour une nouvelle interprétation du rôle classique qu'ils jouaient au 19^e siècle : des écrivains et des historiens, en particulier, devraient légitimer une unification nationale (ou maintenant : supranationale) grandiose par des histoires puissantes, ainsi que par l'identification et, dans l'idéal, la codification des « valeurs européennes » — peut-être même sous la forme d'un Grand Roman Européen. Bien sûr, c'est là une caricature : on peut écrire une histoire de l'Europe ou imaginer un musée de l'Europe sans s'occuper de construire des nations ou sans vouloir offrir aux maîtres du Berlaymont un récit de légitimation ; en vérité, il reste profondément raisonnable et désirable que des historiens de différents États-nations examinent les perspectives les uns des autres et fassent

l'expérience des limites de leur intégration mutuelle. Et pourtant, le besoin d'un grand récit européen s'inscrit finalement dans la logique de la construction des nations du 19^e siècle. Cela est souvent exposé avec tant de franchise qu'on ne peut avoir aucun doute quant à la valeur instrumentale du récit en question — prenez par exemple les appels à considérer l'Holocauste comme le « mythe fondateur » de l'Europe, ce qui, historiquement, est tout simplement insensé. Soyons clairs, il n'est pas question de reproduire la transformation des paysans en Français grâce au service militaire et aux *lycées* républicains — mais l'idée sous-jacente selon laquelle les communautés politiques ont besoin d'un récit commun est bien là. Pour dire les choses comme elles sont : selon cette vision, le supranationalisme est toujours du nationalisme ; une nation nommée « Europe » est toujours une nation. Et s'il y a quelque chose qui pose moralement problème à propos du nationalisme — et c'est clairement le cas aux yeux de Benda et de tous ceux qui ont adopté son modèle du rôle de l'intellectuel — alors, les intellectuels devraient se garder de toute participation à l'élaboration de visions et à la création de récits fondateurs presque nationaux.

Mais alors, pourquoi ne pas simplement adopter le modèle proposé par Benda — et l'adapter à un contexte européen ? Pourquoi ne pas donner pour mission fondamentale aux intellectuels de dévoiler les injustices, de lancer un profond *J'accuse !* au nez des responsables et de dire la vérité aux pouvoirs installés à Bruxelles ? Le problème est le suivant : les raisons pour lesquelles l'Europe — et plus particulièrement l'UE — devrait être le terrain adapté pour soulever ces questions morales sont loin d'être évidentes. Prenez les inégalités socio-économiques à grande échelle. Leur existence en Europe est évidente ; mais les inégalités intra-européennes se dissolvent dans l'insignifiance morale si on les compare aux inégalités qui existent à l'échelle mondiale. Les inégalités dans le monde sont un scandale quotidien ; les différences de salaires à l'intérieur de l'Europe méritent une étude socio-scientifique sérieuse et pourraient même, peut-être, faire l'objet de protestations sociales — mais il n'y a tout simplement pas de quoi susciter une indignation morale majeure.

Mais, pourrait-on objecter, qu'en est-il du « déficit démocratique » des institutions européennes qui provoque tant de lamentations ? Par ce biais, nous approchons de ce que je considère comme étant un rôle convenable — bien qu'il soit aussi plutôt modeste — pour les intellectuels européens aujourd'hui. L'UE a été qualifiée — par le président de sa propre Commission, rien de moins — « d'objet politique non-identifié » (et si Jacques Delors ne pouvait pas l'identifier alors, qui le pouvait ?). Pour le dire avec plus de pathos : l'UE est l'innovation institutionnelle la plus importante depuis la création de l'État-providence démocratique — mais il est très difficile, en effet, de lui trouver du sens et de comprendre son véritable fonctionnement. Les liens complexes qui lient les États-nations européens à Bruxelles peuvent se révéler délicats à démêler même pour le plus habile des initiés aux jeux de la politique européenne — et les

questions de légitimité et la manière dont on pourrait l'ancrer dans l'expérience concrète de véritables Européens posent des problèmes encore plus complexes. C'est sur ces questions que les intellectuels pourraient jouer un rôle évident en tant que, ainsi les nommerais-je, *clarificateurs* : ils pourraient prendre sur eux d'expliquer l'Europe à leur public et, ce qui est fondamental, de rendre compte des choix normatifs à faire pour développer l'Europe telle que nous la connaissons ou, peut-être, pour créer un régime politique complètement différent (par exemple, une véritable démocratie supranationale au lieu de cette situation qui fait que la légitimité des actions de l'UE dépend, au final, des actes des parlements nationaux).

Certains pourraient penser que c'est là une vision bien peu ambitieuse de ce que les intellectuels peuvent faire — ne devraient-ils pas rêver d'être plus que ce qu'on appelle de façon troublante, aux États-Unis, des « intellectuels publics » (ce qui, pour les Américains, signifie simplement des universitaires qui peuvent donner de véritables explications à un public éduqué, ou, en un mot : des experts) ? Pas vraiment : le fait est que des intellectuels qui occuperaient ce rôle ne devraient pas seulement pratiquer ce que les Français appellent, avec une magnifique expression, la *vulgarisation* — ils devraient également évaluer des arguments normatifs mais de façon à fournir aux citoyens européens la capacité de réfléchir et de produire leurs propres jugements moraux et politiques à propos de ce qu'il faudrait faire avec leur « objet politique non-identifié ». C'est-à-dire que clarification et justification publiques devraient aller de pair. C'est également un rôle éminemment démocratique : il ne s'agit pas de provoquer l'enthousiasme à propos de telle ou telle vision (comme s'y essaient parfois les responsables des relations publiques de l'UE avec des résultats célèbres pour être désastreux — ainsi le film récent à propos d'une super-héroïne blanche et européenne soumettant divers barbares — asiatiques, noirs, arabes — en les transformant, comme par hasard, en étoiles jaunes¹) ; il s'agit plutôt de clarifier les options — et ce qu'elles peuvent signifier moralement — pour ensuite laisser la décision aux peuples d'Europe.

L'exemple-type de cette sorte d'entreprise — nombre de lecteurs n'en seront pas surpris — réside dans les interventions de Jürgen Habermas, qui n'est pas seulement l'intellectuel le plus important de l'Europe mais aussi l'intellectuel le plus important à tenter le *mano a mano* avec le sens et les futurs possibles de l'UE. On peut trouver que les détails des analyses d'Habermas sont intellectuellement régionalistes (Perry Anderson a récemment montré que dans le dernier essai d'Habermas sur l'Europe, trois quarts des références provenaient d'auteurs allemands, toutes les autres d'auteurs anglo-américains ; le reste de l'Europe est apparemment inexistant sur le plan intellectuel²) ; on peut reprocher à Habermas d'être peu attentif à l'expérience concrète des véritables Européens à travers le continent ; on peut trouver que ses prescriptions sont

¹ Voir Anya Topolski, « Does it get more transparent than this ? » in *OpenDemocracy*, 10 mars 2012, <http://opendemocracy.net/anya-topolski/does-it-get-more-transparent-than-this>

désespérément idéalistes — et pourtant, le fait est que c'est là un intellectuel qui essaie sincèrement d'apprendre auprès des experts, d'expliquer ce que lui, à tort ou à raison, considère comme les réussites, les raccourcis ainsi que le potentiel normatif de l'Union et ainsi de proposer un débat politique sérieux. En d'autres termes : on peut rejeter le contenu de la proposition d'Habermas mais tout de même trouver séduisant le modèle qu'il propose pour un engagement intellectuel avec l'Europe.

Mais ce n'est pas le seul modèle : il y a encore un autre rôle pour les intellectuels européens, un que l'on considérait autrefois comme assuré mais qui est désormais menacé de disparition. Comme on l'a souvent fait remarquer, jusque dans les années 1930, au moins, il existait une authentique République Européenne des Lettres au sein de laquelle les écrivains et les philosophes communiquaient les uns avec les autres facilement au mépris des frontières nationales — et au sein de laquelle, ils expliquaient également à leurs lecteurs les autres cultures nationales. On peut penser à la relation extraordinaire entre un Stefan Zweig et un Romain Rolland ou à l'œuvre d'un lettré universitaire comme Ernst Robert Curtius. Bien sûr, tout cela avait lieu au niveau de ce qu'on évacuerait aujourd'hui sous le nom de « culture purement élitiste » — mais le fait est que cela a vraiment existé. Et, d'une façon quelque peu différente, cela a continué, au moins pendant un temps, après la Seconde Guerre Mondiale, quand l'exigence de la réconciliation se faisait pressante. Pensons à des figures comme Alfred Grosser et Joseph Rovin qui se sont mutuellement expliqué la France et l'Allemagne. Ils n'étaient pas simplement les apologistes glorieux des excentricités nationales, ou des médiateurs qui disparaîtraient sans bruit quand le rapprochement serait achevé : ils avaient une position vraiment autonome. Mais, effectivement, ils ont joué le rôle de traducteurs culturels et de médiateurs politiques de luxe³.

Et maintenant ? On peut pardonner à ceux qui pensent que plus l'Europe procède à une intégration politique, légale et économique, plus les États-nations individuels qui la composent deviennent culturellement régionalistes et tournés vers l'intérieur. Easyjet et le concours Eurovision de la chanson ne peuvent remplacer une République des Lettres au sein de laquelle les intellectuels ont une tendresse authentique pour au moins deux ou trois cultures européennes différentes. Bien sûr, il y a des exceptions : si vous lisez cela, vous êtes face à l'un des principaux sites internet⁴ où les Européens peuvent se renseigner sur les débats qui ont lieu dans d'autres

² Perry Anderson, « After the event », in *New Left Review* 73 (2012), <http://www.newleftreview.org/?page=article&view=2938>

³ En sont témoins les protestations récentes de Pierre Nora à propos de thématiques similaires — quoique teintées de pessimisme culturel — dans « Man hat sich auseinandergelebt ». Voir en ligne: <http://www.faz.net/aktuell/feuilleton/deutsch-franzoesisches-verhaeltnis-man-hat-sich-auseinandergelebt-11651980.html#Drucken>

⁴ *Eurozine* d'où l'article provient. *Ndt*

pays (et, ce qui n'est pas moins important, sur la façon dont les intellectuels des autres pays perçoivent leurs voisins⁵).

En ce qui concerne la création d'une authentique sphère publique européenne, il n'y a pas de panacée. On peut seulement espérer que les individus deviendront plus curieux, plus désireux de voir les gratifications inhérentes au travail de traduction et de médiation. Tout cela peut sembler très fastidieux — mais, en réalité, la tâche n'est pas seulement urgente de façon générale, elle l'est tout particulièrement parce que la période est critique. Pour prendre un exemple évident : les Allemands (et autres « Nordiques ») doivent comprendre l'histoire de la guerre civile grecque, la façon dont l'État grec a été utilisé afin de pacifier une société profondément divisée et celle où l'argent européen a servi à créer une classe moyenne qui a participé à maintenir les partis au pouvoir, mais a aussi diminué les risques de voir se répéter les conflits sociaux (rien de tout cela n'excuse la corruption et un État largement dysfonctionnel — *tout comprendre n'est pas tout pardonner*). Inversement, il serait utile que des observateurs extérieurs à l'Allemagne comprennent la particularité du type d'économie libérale qui dirige les prises de décisions tant à Bonn qu'à Berlin depuis longtemps : cette chose étrange appelée *Ordoliberalismus*, dont les représentants se perçoivent comme les vrais « néo-libéraux » — des libéraux qui ont appris la leçon de la Grande Dépression et de la montée des dictatures au 20^e siècle et qui sont précisément opposés à l'assimilation du libéralisme au laissez-faire. D'après eux, les *soi-disant* néo-libéraux comme Ludwig von Mises n'étaient que des « paléo-libéraux » coincés dans une orthodoxie très 19^e siècle à propos de l'autorégulation des marchés. Les néo-libéraux allemands, de l'autre côté, voulaient un État fort qui soit capable et désireux non seulement d'offrir un cadre aux marchés et à la société, mais également d'intervenir au sein des marchés au nom du maintien de la compétition et de la « discipline ».

Encore une fois, comprendre ces idées ne revient pas à les accepter (à propos de l'*Ordoliberalismus*, en particulier, il y a de bonnes raisons de se méfier de son côté illibéral et peut-être même autoritaire). L'idée étant qu'un débat plus productif et plus sophistiqué ne peut ignorer que les États pensent la politique (et l'économie, bien sûr) à partir de points de départ profondément différents. Dans ce sens, ceux que j'ai appelés des clarificateurs doivent travailler en parallèle d'explications mutuelles des traditions nationales.

⁵ Une autre exception remarquable est *The New Old World* (2009) de Perry Anderson. Kalypso Nicolaidis et Justine Lacroix (eds.) fournissent un excellent aperçu des débats intellectuels sur l'UE dans les différents pays européens dans *European Stories : How National Intellectuals Debate Europe* (2010) [révélation inédite : j'ai contribué au volume d'un chapitre]. Les tendances générales ne sont tout de même pas encourageantes : en est témoin la fin de *signandsight* — un site formidable pour le débat européen et la promotion de la compréhension mutuelle, malgré le nom ridicule — fin mars 2012.

Mais, pourrait-on objecter, simplement *clarifier* et *expliquer* — n'y a-t-il rien de plus ? Le débat européen ne serait-il pas, alors, simplement la somme de tout ce que les médiateurs nationaux se diraient les uns aux autres ? Il y a plus (et nous y viendrons dans un moment), mais ce sont les deux tâches qui sont, pour ainsi dire, en cours de réalisation. Chaque génération doit s'en emparer pour les faire progresser d'une nouvelle manière ; et elles ne sont pas tributaires de réponses à apporter à quelque défi — si elles ont un effet ce serait plutôt de mieux préparer les populations aux crises, particulièrement aux crises politiques.

Ce qui me conduit à mon dernier point à propos des crises politiques qui concernent tout le monde : si l'Union Européenne est *une* entité politique et si la citoyenneté européenne signifie quelque chose, alors il n'y a plus d'affaires internes à des États-nations individuels à propos desquelles les autres Européens n'auraient pas le droit d'émettre des commentaires ou des jugements. Et si, dans quelque pays européen que ce soit, la démocratie et le règne de la loi sont clairement menacés, alors c'est le devoir de tous les intellectuels européens de donner l'alarme. C'est actuellement le cas de la Hongrie qui pourrait bien devenir le premier pays membre à faire face à de sérieuses sanctions de la part de l'UE à cause de son glissement vers une forme de gouvernement illibéral.

Confronté aux critiques sévères du Parlement Européen et de la Commission Européenne, le premier ministre hongrois Viktor Orbán a fait appel au fantôme d'une conspiration internationale de gauche, menée par les semblables de Daniel Cohn-Bendit, qui sont censés être simplement jaloux des valeurs que représentent Orbán et ses alliés : fierté nationale, chrétienté, conception traditionnelle de la famille. De la même façon qu'il a voulu faire prendre une large *Kulturkampf* au sein de son propre pays, Orbán — un homme qui se nourrit de conflit et de polarisation — a cherché à diviser l'Europe tout entière entre la gauche libérale, qui apparemment comprend des figures nommément conservatrices comme Manuel Barroso (un ex-maoïste à n'en point douter) d'une part, et d'autre part, ce que le premier ministre hongrois a récemment appelé l'Europe « cachée » ou « secrète » — une Europe qui est en phase avec les valeurs de son parti mais n'ose pas le dire tout haut⁶.

On serait tenté de penser que ce conflit est finalement souhaitable, même si l'on refuse tout ce qu'Orbán représente : ne serait-ce pas l'ironie de l'histoire de l'intégration européenne qu'un conflit transnational débouche sur une Europe plus unie ? La politisation (et même la polarisation) ne peut-elle pas être une bonne chose en soi si elle revigore des institutions comme le Parlement Européen, pousse les intellectuels de tous bords à entrer dans la bataille et force même les citoyens européens à y prêter attention ?

⁶ Voir en ligne :

<http://www.faz.net/aktuell/politik/europaeische-union/viktor-orban-im-gespraech-es-gibt-ein-verborgenes-europa-11671291.html>

Cette idée est peut-être légèrement trop dialectique : après tout, des problèmes urgents et de premier ordre sont en jeu et la souffrance d'un Hongrois d'aujourd'hui ne peut être justifiée par des bénéfices sur le long terme pour l'avancement des nobles idéaux de l'unité européenne. Si les « valeurs européennes » tant vantées finissent par devenir plus claires et, finalement, plus profondément établies, ce sera peut-être une conséquence, mais en aucun cas ça n'aura été le but premier du combat mené en leur faveur ; c'est le devoir des intellectuels européens d'expliquer pourquoi, par exemple, une certaine compréhension commune en Europe du règne de la loi n'est pas une prise de position partisane ou régionale à propos d'une valeur universelle de laquelle certains pourraient s'écarter au nom de la « diversité » ou du « pluralisme ».

Cette bataille intellectuelle précise est rendue d'autant plus difficile par le fait que, dans le sillage de l'échec du Traité Constitutionnel, les élites politiques européennes ont changé leurs habitudes pour insister sur le fait que l'UE signifiait la diversité, et que les États membres pouvaient continuer individuellement leur propre chemin vers la démocratie et le bonheur national — en d'autres termes, une rhétorique plutôt inconsciente dont le but était de calmer les craintes d'un « super-État européen », mais une rhétorique qui en pratique laisse *carte blanche* à des gens comme Orbán. Après tout, il s'est défendu en affirmant que sa nouvelle constitution possède une situation unique par rapport aux traditions du pays et aux enjeux actuels.

La diversité et le pluralisme ne sont pas des valeurs comme la liberté et la démocratie — tout dépend de la réponse à la question « diversité de quoi ? » C'est la liberté et la démocratie que les intellectuels européens doivent défendre, si cela se révèle nécessaire ; le reste du temps, ils devraient s'occuper de clarifier et d'expliquer. Pour adapter une phrase d'Émile Zola, l'homme qui a rendu le terme « intellectuel » populaire dans l'Europe de la fin du 19^e siècle : *Allons travailler !*

Traduit de l'anglais par Lucie Maurel Petetin

Première publication sur Eurozine, « The failure of European intellectuals », le 04/11/2012

<http://www.eurozine.com/articles/2012-04-11-muller-en.html>